

beaucoup de succès dans l'établissement de nos relations politiques avec la Communauté économique européenne. D'ailleurs, M. Roy Jenkins, l'actuel président de la Communauté, doit venir au Canada la semaine prochaine et le premier ministre et moi-même aurons des entretiens avec lui. Nous avons invité le premier ministre de l'Ontario et d'autres dirigeants politiques au niveau provincial à s'entretenir avec M. Jenkins, car j'attache et nous attachons beaucoup d'importance au maintien, à l'expansion et au renforcement de nos liens avec la Communauté. Toutefois, il n'est que juste de signaler qu'il est encore trop tôt pour dire si nous atteindrons tous les objectifs de la troisième option qui sont reflétés dans le lien contractuel avec l'Europe. Ce lien a eu, comme pendant, la crise pétrolière et tout ce qui s'en est suivi. Pour le moment, les économies de l'Europe ou plus particulièrement des États membres de la Communauté sont très vulnérables, comme nous avons pu le constater d'après les nouvelles de ce matin. L'heure n'est donc pas propice à un accroissement substantiel de nos exportations vers la Communauté ou de nos échanges avec cette dernière.

Il n'est pas dit que nos relations politiques avec la Communauté doivent en être retardées d'autant. Au cours des derniers mois, j'ai eu la satisfaction de pouvoir négocier avec la CEE un accord sur les garanties nucléaires qui a permis au Canada de reprendre ses livraisons d'uranium à l'Europe sous le régime des garanties les plus sûres du monde. J'ai également pu collaborer avec la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne au regard de la situation en Afrique australe. Nous avons, et je crois que l'image traduit bien la réalité, un pied dans les deux camps. Je suis convaincu que c'est là une position appropriée pour le Canada et qu'elle reflète bien la volonté des Canadiens.

Je pense bien pouvoir dire la même chose quant à nos espoirs d'améliorer nos relations avec le Japon dans le domaine économique. Comme bon nombre d'entre vous le savez sans doute, ce pays se retrouve également dans une situation économique très difficile, où sa machine industrielle ne tourne pas à plein régime. Il est donc très improbable qu'il y ait une hausse radicale ou immédiate de nos échanges avec le Japon. Néanmoins, je crois que ma récente visite là-bas et que les discussions que nous avons eues avec les Japonais, mais également celles que nous avons eues entre Canadiens, avec des hommes d'affaires comme M. Gardner que j'aperçois justement — discussions qui se poursuivent et dont l'une s'est tenue hier soir — nous ont beaucoup fait progresser dans la recherche des moyens d'améliorer nos relations économiques non seulement avec le Japon mais également avec la Chine et le reste de l'Asie du Sud-Est.

D'ailleurs, je crois bien que sur le plan politique nous pouvons demander l'appui du Japon sur des questions internationales auxquelles nous attachons beaucoup de prix, à l'égard desquelles nous voulons faire connaître notre position, ou que nous voulons mettre en évidence. Ainsi, quand le satellite soviétique s'est écrasé dans le Nord canadien, le Japon a été l'un des premiers pays à appuyer la position canadienne et l'ambassadeur du Japon à Ottawa communiquait avec moi, avant-hier justement, pour m'apprendre que la Diète avait adopté une résolution tout à fait conforme à la position canadienne en ce qui a trait aux objets dans l'espace extra-atmosphérique.